

État(s) et religions aux États-Unis

« Il peut paraître paradoxal de parler de laïcité américaine, alors que la politique américaine reste imbue de religiosité » (Denis Lacorne).

→ Cette question des relations entre État/États et religions soulève en effet un paradoxe : celui d'un État d'une **profonde religiosité** marqué par **l'omniprésence de la religion dans la vie américaine**, dont la devise nationale « *in God we trust* » affirme la croyance en Dieu de toute une Nation, dont les séances du Congrès sont inaugurées par des prières récitées par un chapelain en titre, dont le président prête serment sur la Bible ou sur un autre livre religieux¹ ...et dispose de son propre conseiller en la matière -Billy Graham qui a eu des rapports privilégiés avec 12 présidents de Truman à Obama étant le plus célèbre d'entre eux-...: ce sont des exemples de ce que l'on appelle aux EUA la **religion civile**². Un pays imprégné d'une indéniable religiosité mais qui est en même temps un **État que certains qualifient de laïque**³ à la **société profondément sécularisée**. Le premier amendement garantit ainsi la **liberté religieuse** (mise au même rang que les autres libertés fondamentales), l'égalité entre toutes les religions et l'interdiction pour l'État d'en privilégier une en particulier ; tels sont les piliers de la **laïcité à l'américaine** protégés par un « **mur de séparation** » entre l'État et la religion.

→ Pour étudier les rapports entre société, pouvoir et religion aux EUA, il faut se décentrer de notre expérience française d'une république qui s'est bâtie en grande partie **par opposition à l'influence politique du clergé catholique** ; le premier mythe fondateur de la Nation états-unienne, *Les Pères Pèlerins et la Cité sur la colline*, témoigne de **l'imprégnation profonde de la religion dans l'histoire et la culture des EUA** : les États-Unis sont nés de colonies établies par des dissidents protestants, et **l'Amérique s'est bâtie en tant que Terre promise** – une sorte de providentialisme repris dans les dernières décennies par Ronald Reagan, la famille Bush père et fils ou Mitt Romney- : les Pères pèlerins s'établissant à Plymouth Rock en 1620 et les Puritains de la Baie du Massachusetts à l'image de leur gouverneur John Winthrop sont désireux de fonder en 1630 sur cette côte (prétendument) inexplorée la « Cité sur la colline » biblique, une nouvelle Jérusalem **cité harmonieuse, respectueuse de l'ordre établi selon la volonté divine**. Pour les Puritains l'aventure correspond à une nouvelle fuite en Égypte, le voyage à une nouvelle traversée de la mer Rouge et l'arrivée au large du Massachusetts une rencontre avec la Terre promise. Dans le même ordre d'idée, Thanksgiving -célébré le 4^{ème} jeudi de novembre- qui n'est pas la fête nationale, mais le jour de fête le plus important pour les Américains après le « Fourth of July », possède une forte imprégnation religieuse : il s'agit d'une « action de grâces », un remerciement adressé à Dieu.

Comment s'établissent les relations entre État (et États) et religions dans un contexte de lente sécularisation de la société états-unienne ? Quelles sont les spécificités de ces relations que certains nomment laïcité à l'américaine -et qualifiée de laïcité de reconnaissance par Jean Baubérot⁴- ?

¹ à deux exceptions près : en 1825, John Quincy Adams le sixième président des Etats-Unis et fervent laïc, préfère jurer sur le code civil lors de son investiture, tout comme le fait Théodore Roosevelt, l'homme du « Big Stick » en 1901.

² Ensemble de cérémonies et de symboles à caractère religieux qui prétendent unir les Américains sans faire référence à une religion en particulier.

³Attention néanmoins : **le mot laïcité n'existe pas dans le vocabulaire anglo-saxon**, on utilise plutôt les termes de « séculier » (secular) et « sécularisme » (secularism), « sécularisation » (secularization).

⁴ Le sociologue français Jean Baubérot distingue une **laïcité de reconnaissance états-unienne**, qui met l'accent sur la liberté de conscience et de culte, une **laïcité de séparation française**, qui insiste sur la stricte neutralité religieuse de l'État, et une **laïcité de coopération** turque dans laquelle l'État est indépendant des institutions confessionnelles mais coopère étroitement avec elle.

I- Liberté de conscience et brèches dans le mur de séparation.

Les relations entre religion et politique relèvent de deux récits concurrents aux États-Unis. L'un insiste sur l'importance des Pères fondateurs et de la Constitution, dans laquelle Dieu n'est jamais mentionné, et exalte la république ; l'autre sur la vertu des Puritains arrivés en Amérique au XVII^e siècle, qui y ont institué une « Nouvelle Jérusalem », démocratique et prospère, devant devenir un modèle pour le monde (messianisme).

→ Un récit fondateur influencé par la philosophie des Lumières.

Il envisage un **nouvel ordre politique** fondé sur la souveraineté populaire, l'opposition à l'arbitraire monarchique anglais et l'adoption de principes que garantissent des textes fondateurs que sont la Déclaration d'indépendance, la Constitution fédérale de 1787 et la Déclaration des Droits de 1791, textes qui structurent encore aujourd'hui la vie politique américaine. Inspirés par les écrits des Lumières, notamment ceux de John Locke, auteur en 1689 d'une *Lettre sur la tolérance*⁵, les pères fondateurs de la démocratie américaine placent d'emblée **la liberté religieuse au fondement de l'américanité**⁶ et **refusent de doter leur République d'une religion d'État**⁷. **La République américaine ainsi conçue est détachée de toute religion officielle** et présuppose une « Constitution sans Dieu »⁸. C'est ce que sous-tend la fameuse *establishment clause* du 1^{er} amendement (1791) : "*Congress shall make no law respecting an establishment of religion, or prohibiting the free exercise thereof*". Cette séparation de l'Église et de l'État, **cette déconfessionnalisation de l'État est antérieure** à la Révolution française, puisqu'elle est d'abord défendue au lendemain de la guerre d'indépendance par Thomas Jefferson dans son projet de loi pour établir la liberté religieuse en Virginie (écrit en 1777, voté en 1786). La mise en œuvre de ce modèle -résolument séparatiste- de relations entre les Églises et l'État est une **nouveauté juridique apportée par la Révolution américaine au reste du monde**.

Charge à ce même Jefferson, un des pères fondateurs et des premiers présidents des États-Unis⁹, de préciser la doctrine. Dans une lettre de 1802 adressée aux membres du Conseil de la communauté baptiste de Danbury (État du Connecticut), il résume la philosophie générale de cette laïcité à l'américaine avec l'image du « **mur de séparation** entre l'État et les Églises » créé par le 1^{er} amendement de la Constitution américaine et le présente comme nécessaire et légitime. **Celui-ci ne signifient pas hostilité ni absence de rapport**. C'est là que réside la différence essentielle avec le modèle républicain français qui s'est établi contre un clergé dominant. **Aux États-Unis, la religion était plurielle**¹⁰ et le **pouvoir républicain n'a pas eu à se battre contre une grande religion**. Ce « mur de séparation » garantit le respect absolu de la conscience de chacun, seul et unique responsable du choix

⁵ "La juridiction du magistrat se termine aux biens temporels, et tout pouvoir civil est borné à l'unique soin de les maintenir et de travailler à leur augmentation, sans qu'il puisse ni ne doive en aucune manière s'étendre jusques au salut des âmes." Locke affirme qu'il est "d'une nécessité absolue de distinguer, avec toute l'exactitude possible, ce qui regarde le gouvernement civil de ce qui appartient à la religion, et de marquer les justes bornes qui séparent les droits de l'un et ceux de l'autre." Locke considère que le gouvernement et l'Église remplissent des fonctions différentes qui ne doivent pas être mélangées.

⁶ Elle s'exprime par une multiplicité de courants et d'Églises, parfois sectaires, qui témoignent d'un grand dynamisme religieux tout au long de l'histoire du pays.

⁷ La plupart des pères fondateurs (G. Washington, B. Franklin, T. Jefferson, J. Madison...) sont des chrétiens peu pratiquants -proches du déisme de la philosophie des Lumières et formés par la tolérance de l'Église établie en Virginie - qui estiment que la religion est un facteur de division et qu'il faut donc la tenir éloignée des affaires politiques.

⁸ On ne trouve aucune référence à Dieu ou à un Être suprême dans la Constitution fédérale de 1787. A tel point qu'on a pu dire, à juste titre, que c'est une « Constitution sans Dieu ».

⁹ Il est successivement secrétaire d'État entre 1790 et 1793, vice-président de 1797 à 1801, troisième président des États-Unis de 1801 à 1809. Il se proclame ouvertement déiste.

¹⁰ « La prolifération des dénominations (ou groupes religieux constitués) et la montée de l'enthousiasme religieux dans l'Amérique du XVIII^e aboutirent finalement à un résultat qui n'avait été ni prévu, ni préconçu, ni même souvent désiré à savoir la tolérance en matière religieuse. Aucune des sectes n'étant en mesure de contraindre, elles « choisirent » sagement de persuader » rappelle Yves-Henri Nouailhat in « Que Dieu sauve l'Amérique ! »

de sa relation avec son Dieu. Ainsi les opinions individuelles de ses citoyens ne regardent en aucun cas l'État qui peut se focaliser sur les tâches à entreprendre pour le bien commun. Il s'agit de s'assurer que **l'État ne s'imisce pas dans les affaires des religions** donc de les **protéger contre l'État** (tandis qu'en France les républicains définitivement installés au pouvoir en 1879 s'attaquent à l'Église catholique et au cléricisme pour enrainer le régime et les valeurs républicaines, donc **protéger l'État contre les Églises** ce qui aboutit à la séparation des Églises et de l'État de 1905). La **laïcité à l'américaine n'est pas anticléricale** : les Églises ont d'ailleurs soutenu la révolution américaine et la fondation du régime politique antimonarchique.

→ **Le système américain s'enracine dans un contexte historique spécifique et ne concerne dans un premier temps que l'État fédéral.**

Les colonies américaines sont fondées et peuplées par des dissidents protestants européens qui fuient les persécutions dont ils sont victimes dès la fin du XVI^e siècle. Il en résulte un **foisonnement des dénominations religieuses** –qui persiste de nos jours- qui a été érigé en système. La **méfiance envers les religions reconnues par l'État** et **l'importance donnée à la liberté religieuse** en sont les principales caractéristiques. Valentine Zuber¹¹ rappelle que le **modèle séparatiste a été inventée dans la colonie de Rhode Island dès 1663** avec la charte octroyée par le roi d'Angleterre Charles II, le fondateur de cette colonie Roger Williams voulant garantir la liberté religieuse pour tous, y compris pour les non-protestants (juifs, catholiques, musulmans, amérindiens...). Si cette expérience pionnière est éphémère, elle inspire indéniablement la doctrine américaine de la période révolutionnaire.

Ce système politique hérité de la révolution ne s'applique qu'à l'échelle fédérale et ne concerne pas les États fédérés qui restent libres de définir leurs relations avec les religions (au Massachussetts, par exemple, l'Église officielle perdure jusqu'en 1833). Il faut en effet attendre **1868** pour que le **14^e amendement** à la Constitution **consacre la séparation des Églises et de l'État dans tous les États américains sans exception**. Afin de respecter la liberté religieuse de chacun, il est interdit aux États de financer toute manifestation ou organisation religieuse tant à l'école, qu'à l'hôpital ou dans les prisons. En cela, la séparation américaine est plus stricte qu'en France puisque même les aumôneries ne peuvent recevoir de subsides publics.

L'inscription dans la durée d'une séparation des Églises et de l'État authentiquement américaine n'est pas seulement due à son caractère institutionnel ; elle repose aussi grandement sur la **vigilance des juges de la Cour suprême**, véritables gardiens du temple de la laïcité américaine. La jurisprudence de la Cour suprême témoigne de l'ancienneté d'une tradition largement réaffirmée depuis la fin des années 1940. Sans entrer dans le détail, on peut constater que **les juges restent très attachés au concept même de séparation. En 1947, elle supprime en effet le droit des États de l'Union de statuer librement en matière religieuse**. La Cour a ainsi invalidé pour violation de la clause d'établissement du 1^{er} amendement : la prière ou la lecture de versets de la Bible à l'école publique en 1962¹² ; la prière dans un stade de football américain ; l'affichage des dix commandements dans les écoles ou les tribunaux ; la présence d'une crèche dans un lieu public (sauf si celle-ci est entourée de symboles profanes comme un sapin, un ours, des rennes...) ; l'enseignement du créationnisme ou de ses équivalents dans les écoles publiques, etc. Autres exemples à l'échelle intra-fédérale, sept États¹³ ont conservé dans leur Constitution des articles déclarant que les non-croyants sont inéligibles à de nombreuses fonctions d'intérêt avant que la Cour suprême le leur interdise en 2018¹⁴.

¹¹ « La laïcité en France et dans le monde », *La Documentation photographique*, n°8119, septembre-octobre 2017.

¹² Cependant, les aides financières aux écoles confessionnelles (transport scolaire) sont maintenues en se fondant sur le principe de « l'avantage à l'enfant » et il existe dans les faits une tolérance quant aux signes religieux ostensibles, expression de la liberté individuelle, fondamentale aux États-Unis.

¹³ Il s'agit de l'Arkansas, du Mississippi, Tennessee, Texas, des Caroline du Nord et du Sud, et du Maryland.

¹⁴ En 1961, la Cour suprême des États-Unis avait jugé que les États ne pouvaient pas exiger des « tests de religiosité » pour les emplois publics.

→ **Un second récit fondateur (concurrent) de l'identité américaine cherche à donner une place centrale à la religion,**

perçue comme structurante pour expliquer les conditions de l'éclosion de l'identité nationale américaine ; ce récit émerge au début du XIXe, exagère l'importance de la colonisation puritaine de la Nouvelle-Angleterre et se généralise au XIXe en défendant l'idée selon laquelle les sources du « génie » du peuple américain résident dans les valeurs protestantes incarnées par les premiers pèlerins. Cette **conception politico-religieuse de la fondation de l'Amérique**, mêlant ensemble croyances protestantes et valeurs républicaines, **anti-laïque** cherche à ébranler le mur de séparation entre l'Église et l'État.

L'avortement est légalisé en 1973 (arrêt *Roe v. Wade*), deux ans avant la France. Cependant cette **loi reste très contestée par les Américains conservateurs** pour qui les valeurs protestantes traditionnelles doivent être visibles et reconnues officiellement. Les fondamentalistes en profitent pour réapparaître sur la scène publique à cette période. Ils disposent d'écoles, ils créent même des universités où l'on enseigne la création du monde selon la Bible et rencontrent un véritable succès avec leurs chaînes de radio et de télévision. C'est l'ère des « télévangélistes » dont les plus célèbres, dans le camp orthodoxe, sont Jerry Falwell ou Pat Robertson. Le parti républicain se rapproche alors de ces protestants fondamentalistes (Églises évangéliques et *mainline*), mais aussi des catholiques conservateurs et des mormons, pour créer un bloc des forces conservatrices. Cette droite chrétienne (*Christian coalition*) se rassemble autour de la **dénonciation d'une société trop permissive** (*Bible Belt*) et appelle ses fidèles à une expérience religieuse intense face au « relâchement » des mœurs. Cette organisation de défense de l'orthodoxie évangélique forme ce que l'on appelle la « **Majorité morale** »¹⁵. Depuis le 1^{er} mandat de Ronald Reagan -que cette dernière a contribué à faire élire-, cette conception se situe à l'origine de la « **révolution conservatrice** » américaine et tente de créer des brèches dans le mur de séparation : **combat prolifère antiavortement**, autorisation de la prière dans les écoles publiques, financement d'organisations religieuses sur fonds publics, condamnation de l'homosexualité... l'antidarwinisme ou « **créationnisme** » n'est pas oublié. Pour parvenir à leurs fins, certains créationnistes ne cherchent plus à interdire Darwin depuis le retentissant procès du singe¹⁶, mais à corriger ses thèses selon la notion nouvelle du « dessein intelligent » : l'évolution des espèces existerait bien, mais elle serait organisée par un esprit supérieur.

Par ailleurs, la **jurisprudence de la Cour Suprême n'est pas systématiquement uniforme**. Plusieurs décisions indiquent que le point de vue des « antiséparatistes » –des juges qui cherchent à remettre en cause l'existence même du mur de séparation entre l'Église et l'État – peut parfois l'emporter. Elle ouvre une brèche dans le mur en autorisant ce qu'elle avait jusque-là interdit : le **financement public d'écoles confessionnelles privées**. Avec le cas *Zelman v. Simmons Harris* (2002) rappelle Denis Lacorne¹⁷, « la Cour permet aux parents d'élèves mal scolarisés, dans certains quartiers pauvres d'une ville du Midwest, d'utiliser des chèques scolaires financés par l'État pour envoyer leurs enfants dans des écoles privées jugées plus performantes que les écoles publiques et couvrir leurs frais de scolarité. L'aide de l'État est indirecte, puisqu'elle est versée aux parents plutôt qu'aux écoles, et ceux-ci disposent d'un véritable choix : maintenir leurs enfants dans le système public, en leur permettant

¹⁵ Coalition politique organisée par le prédicateur fondamentaliste Jerry Falwell en 1980.

¹⁶ Sous la pression d'organisations fondamentalistes, une loi votée au Tennessee le 13 mars 1925 interdit l'enseignement de « toute théorie qui nie la nature divine de la création humaine, telle que décrite par la Bible, et prétend que l'homme descend d'un ordre animal inférieur ». C'est ainsi qu'en 1925 se déroule à Dayton le procès de John Scopes, professeur de sciences naturelles du lycée de la ville, accusé d'avoir utilisé un manuel scolaire présentant les thèses de Darwin sous un jour favorable. Le procès, largement couvert et suivi, oppose deux ténors du barreau William Bryan (presbytérien conservateur avocat de l'État) à Clarence Darrow (libre-penseur). Ce dernier ridiculise son confrère en l'amenant à se contredire sur la lecture littérale de la Bible. Scopes n'en est pas moins condamné en 1^{ère} instance à une amende de 100 dollars pour avoir violé la loi du Tennessee.

¹⁷ LACORNE Denis, « Une laïcité à l'américaine », *Études*, S.E.R., 2008-2010.

d'accéder à des tutorats ou des cours particuliers complémentaires ; ou bien les scolariser dans le régime des écoles privées, qu'elles soient confessionnelles ou non (en l'occurrence, 90 % des écoles concernées sont catholiques) ». Ces exceptions au principe de séparation sont rares, et une dizaine d'États seulement ont légalisé le système des chèques scolaires et plusieurs facteurs tels la résistance des syndicats d'enseignants du secteur public, les contraintes budgétaires locales et la qualité d'un grand nombre d'écoles publiques rendent peu probable la généralisation de ce système.

II- Une religion omniprésente, la religion civile.

Le paradoxe est que la séparation a conduit à une influence croissante de la religion sur la vie civile.

- le pluralisme des religions étant encouragé par les autorités pour éviter une majorité religieuse despotique ;

- la formation des citoyens est laissée à la sphère privée donc historiquement aux Églises.

→ La neutralité religieuse de l'État américain ne signifie pas que ce dernier s'interdise toute référence à la religion.

Au contraire, les États-Unis sont depuis leur fondation imprégnés par un **discours providentialiste**¹⁸ d'inspiration protestante. Ce dernier justifierait la mission civilisatrice et universelle de l'Amérique impériale ou **destinée manifeste** inventée en 1845 par le journaliste John O' Sullivan et utilisée la même année par le président James Polk. Cette dernière a été remise au goût du jour par les présidents américains durant la Guerre froide jusqu'à Ronald Reagan ou par le politologue Samuel Huntington qui n'hésite pas à placer les « valeurs anglo-protestantes » comme fondement d'un mythique credo républicain avec l'influence que l'on connaît de ce « clash des civilisations » sur la politique américaine après le 11 septembre¹⁹. Les EUA seraient la « Nation élue », le bastion avancé de l'humanité dont le rôle messianique serait d'abattre les tyrannies et de rallier les autres peuples à ses propres valeurs. Le président George W Bush n'hésite pas à affirmer : « La liberté que nous chérissons est non pas le don de l'Amérique au monde, mais le don de Dieu à l'humanité »²⁰. Ce messianisme est en même temps un isolationnisme. On ne s'en étonne jamais assez, relève le philosophe Marcel Gauchet : « voilà une nation qui a pris part à deux guerres mondiales et gagné la guerre froide en conservant le sentiment de son être-à-part. Le pays-continent continue d'agir dans le monde « comme de l'extérieur du monde »²¹.

Les communautés religieuses ne s'interdisent pas non plus de jouer un rôle dans l'évolution de la société états-unienne en s'attachant à soutenir les droits de leurs fidèles. Ainsi, dans les années 1960, les Églises noires (*Black Churches*) accompagnent les mouvements de **lutte pour les droits civiques** notamment autour de la figure du pasteur baptiste Martin Luther King (Discours de la marche à Washington « I have a dream », le 28 août 1963 devant 250 000 personnes). La ségrégation raciale se poursuit en effet toujours dans les États du Sud, défendue par des groupes comme le Ku Klux Klan qui compte encore une centaine de milliers de membres, jusqu'à la proclamation du *Civil Rights Act* en 1964. Dans cette même période **l'islam progresse en partie par la conversion de militants noirs radicaux** comme Malcolm Little, devenu Malcolm X, prêcheur jusqu'en 1964 pour le mouvement *Nation of islam*, lequel défendait le nationalisme afro-américain avant de rejoindre l'islam sunnite.

→ Les références religieuses sont de nature suffisamment générale (évocation de « Dieu » ou du « Créateur ») pour ne froisser aucun croyant.

¹⁸ Le pays se présente comme élu de Dieu et investi par lui d'une mission universelle.

¹⁹ Il ne faut pas attendre G. W. Bush pour que les discours de guerre prennent des allures de croisade (cf Woodrow Wilson en 1917).

²⁰ Discours sur l'État de l'Union, 29 janvier 2002.

²¹ « Pourquoi l'Amérique se prend-elle pour une nation élue ? », *Philosophie magazine*, n°24, novembre 2008.

C'est un des fondements de la **religion civile**²², censée rassembler les Américains quelle que soit leur confession. Elle garantit **l'unité de cette nation plurielle**. La laïcité repose sur un principe original bien résumé par le constitutionnaliste Akhil Amar : « la religion en général peut être aidée par l'État, mais aucune Église particulière au détriment d'une autre ». Tout doit être fait pour **éviter de favoriser une religion particulière par rapport à une autre, mais aussi la religion par rapport à l'athéisme ou l'irréligion dans un souci d'impartialité**. Cette situation ne cherche pas à exclure la religion du champ politique, mais à assurer la **cohabitation pacifique de tous les croyants en ne privilégiant aucune religion**. Une situation très différente de celle qui prévaut en France : dans notre pays beaucoup plus sécularisé, la laïcité a plutôt pour fonction d'assurer le vivre ensemble entre croyants et athées.

Pourtant pendant des décennies, **les religions non protestantes n'ont pas bénéficié des mêmes droits que les protestantismes**. L'élection d'un président catholique en 1960 constitue un réel tournant. C'est la dernière fois qu'est soulevée la **question de l'inaptitude à la fonction présidentielle pour raison religieuse**. Pour gagner les États du Sud, John Fitzgerald Kennedy doit cependant annoncer devant une assemblée de pasteurs baptistes que sa religion n'aura aucune influence sur son exercice du pouvoir, de nombreux protestants craignant une influence pontificale. **L'identité américaine n'est alors plus confondue avec le protestantisme**. Désormais, **les propositions religieuses sont systématiquement associées à la religion civile américaine inspirée de la Déclaration d'indépendance**. Cette dernière, contrairement à la DDHC française, fait de Dieu la source des droits inaliénables de l'homme qui y sont énumérés. En raison du pluralisme précoce de la société américaine, il s'agit d'un Dieu commun à tous les États-Uniens (peu importe la façon dont les individus l'honorent).

La religion civile est le fruit d'un compromis entre toutes les religions et les non croyants de manière à **permettre à tous de communier dans les valeurs républicaines et d'unifier la nation**. La religion civile s'incarne :

- dans des lieux : les cimetières nationaux d'Arlington et de Gettysburg, le *Lincoln mémorial* à Washington, le monument du mont Rushmore...
- dans des textes tel le serment au drapeau (*Pledge of allegiance*) ;
- dans des jours de commémoration nationale : *Martin Luther King Day*, *Thanksgiving*²³, *Lincoln Memorial Day*... ;

Cette **religion civile s'est enrichie avec le temps**, en particulier lors des périodes où la réaffirmation du patriotisme a été ressentie comme une nécessité. La devise *In God We Trust* a d'abord été gravée sur les pièces de deux cents au cours de la guerre de Sécession²⁴ (elle devient devise nationale en 1956 et remplace le *E Pluribus Unum*), quand la phrase *One Nation under God* a été rajoutée au serment au drapeau prononcé tous les matins dans les écoles publiques sous l'administration Eisenhower en pleine Guerre froide en 1954²⁵. Un an auparavant, le Congrès instaure un *National Prayer Breakfast* (un petit déjeuner annuel de prière nationale des élus) qui, depuis, se tient chaque premier jeudi de février et auquel aucun président n'a osé se soustraire. **Le « Dieu » ainsi invoqué joue un rôle de protecteur : il incarne la justice divine au moment de la guerre de Sécession et place, lors de la Guerre froide, les Etats-Unis dans le camp des nations croyantes contre l'ennemi communiste athée**. Mais

²² Elle peut être définie comme l'ensemble des cérémonies et des symboles à caractère religieux qui prétendent unir les Américains sans faire référence à une religion en particulier.

²³ Elle commémore l'action de grâces que les « pèlerins » du Mayflower, embarqués d'Angleterre en 1620 et fondateurs de Plymouth, rendent à Dieu après leur première moisson en novembre 1621.

²⁴ La violence de la guerre de Sécession (1861-1865) émeut un groupe de prédicateurs protestants favorables à l'abolition de l'esclavage. Ils croient pouvoir apaiser la colère de Dieu en christianisant les symboles d'une république qu'ils jugent trop éloignée de la vérité de la religion.

²⁵ La phrase originale du serment, récitée tous les matins dans les écoles publiques, exclut toute référence à Dieu « Je prête serment au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente : une nation, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous. » Corrigé en 1954, la phrase devient : « une nation, sous l'égide de Dieu, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous ».

d'Ulysse Grant à Harry Truman²⁶, aucun président n'aurait terminé un discours en proclamant *God Bless America*, rappelle Robert Orsi professeur d'histoire à la Northwestern University de Chicago. Par ailleurs, si tous les élus et fonctionnaires doivent prêter serment sur un livre sacré –généralement une Bible-, celui-ci est symboliquement toujours présenté fermé ce qui ne permet pas de savoir de quelle version il s'agit. Dans le cas de la prestation de serment d'un non-chrétien, la Bible est remplacée par un autre livre religieux comme le Coran. Ce fut le cas pour la 1^{ère} fois lors de l'investiture en janvier 2007 du démocrate Keith Ellison, représentant du Minnesota.

Les États-Unis d'Amérique sont bien un État laïque, même si la société américaine reste encore profondément religieuse.

III- Vers la fin de l'exception religieuse américaine ?

→ Le (relatif) déclin du religieux et ses effets.

A première vue, les Américains sont d'une religiosité exemplaire. 89% des Américains affirment ainsi croire en Dieu ou en une « puissance supérieure/force spirituelle »²⁷, tandis que près de 78% considèrent la religion comme « très » ou « relativement » importante dans leur vie ; mais cette religiosité est à nuancer puisque moins d'un quart (23%) assiste au culte « au moins une fois par semaine », la majorité (51%) ne se rendant que « rarement » ou « jamais » à un service religieux. Les États-Unis restent encore un pays très chrétien puisque malgré la montée de l'athéisme et des religions concurrentes, **7 Américains sur 10 se disent toujours chrétiens.** Réalité nouvelle, aujourd'hui pour la première fois dans l'histoire du pays, **une minorité d'Américains se déclare protestante**, soit 47% (21% sont catholiques, 6% appartiennent à des religions non-chrétiennes Hindous, bouddhistes, juifs, musulmans). Parmi ces 175 millions de croyants, plus du tiers se réclame de **l'évangélisme**, un courant contemporain très divers né d'une série de ruptures avec les Églises historiques de la Réforme, luthérienne, calviniste ou anglicane. Alors que ces dernières pratiquent le baptême des enfants, les *born-again Christians* tiennent à marquer le renouveau de leur foi par un baptême à l'âge adulte, durant lequel leur pasteur, en présence de leur communauté, les immerge un instant dans un bassin, symbole de leur renaissance spirituelle. Méfiants face aux Églises traditionnelles, ils privilégient la spontanéité et la relation personnelle à Dieu, et se réunissent lors de cultes informels et fervents, parfois dans des *megachurches*, ces immenses églises de 15 à 20 000 places. La *Southern Baptist Convention* est la plus puissante organisation du Sud, existent également les *Churches of Christ* ou les *Assemblies of God*.

Face aux progrès de la critique historique des textes religieux, les courants les évangéliques les plus radicaux ont réagi en développant une **lecture littérale du texte biblique** : tout ce qui est écrit est vrai dans la Bible. **80% des évangéliques rejettent le darwinisme.** Quatre Américains sur dix déclarent - avec plus ou moins de conviction qu'ils descendent en droite ligne d'Adam et Ève tandis que 60% croient au paradis (49% à l'enfer). Mais, en même temps, **ils ignorent leur propre tradition religieuse.** 53% des protestants ignorent que les écrits de Luther furent à l'origine de la Réforme. 45% des catholiques ignorent tout de la doctrine de la transsubstantiation²⁸.

→ Une tendance croissante à l'abandon de la croyance.

Une enquête du *Pew Research Center* réalisée en 2017 recense au sein de la population 29% de « non religieux », une très large majorité d'entre eux n'assiste jamais au culte, n'appartient à aucune communauté religieuse, et rejette le lien entre religion et moralité. Depuis la fin des années 1990, cette poussée de l'incroyance touche en priorité les **classes moyennes blanches lettrées**, et augmente

²⁶ Ulysse Grant a été président de 1869 à 1877 tandis qu'Harry Truman a été investi à partir de 1945 jusqu'en 1953.

²⁷ Dalia Fahmy, « Key Findings about Americans' Belief in God », *Pew Research Center*, 25 avril 2018.

²⁸ « Changement de la substance du pain et du vin opéré au cours de la messe, à l'eucharistie, par la consécration en la substance du corps et du sang de Jésus-Christ (ne subsistent du pain et du vin que les apparences) » selon la définition donnée par le dictionnaire Larousse.

plus vite chez les hommes que chez les femmes. **Ce déclin est particulièrement marqué pour les jeunes générations : ceux qui sont nés après 1981. Ils sont moins pratiquants que leurs aînés, ils prient moins souvent, ils ont moins confiance dans les institutions religieuses que leurs parents, ils sont plus individualistes.** A cela s'ajoutent ceux qui quittent la religion de leurs ancêtres ou de leurs parents²⁹. D'où le déclin repéré du nombre total de protestants (- 5% en 7 ans). Même déclin chez les catholiques, mais cette tendance est compensée par l'arrivée de nombreux immigrants latinos. La part des personnes qui se déclarent athées est passée d'indécelable en 1990 à 3,1% en 2016, celle des agnostiques de 0,7% à 4%, et celle de ceux qui se déclarent publiquement « sans religion particulière » a bondi de 7,5% à 15,8%. Au total, les « incroyants » ont donc presque triplé, passant de 8,2% à 22,9% en une génération (de 20,5 millions à 74 millions). **36% des 18-35 ans se définissent aujourd'hui comme « Nones », non adhérents à une religion.** En dehors de la multiplication des scandales sexuels ayant touché différentes Églises, la montée de l'incroyance s'explique en **réaction au renforcement de l'évangélisme dans les trente années précédentes** et à ses dérives politiques. La Bible Belt, cette « ceinture biblique » du Sud des États-Unis ne fait pas exception et connaît une montée de l'irrégiosité dans ses villes (moins marquée cependant que dans les régions du nord-est et nord-ouest davantage sécularisées). Tourner le dos à son Église n'est pourtant pas une décision sans conséquence puisqu'elle expose ceux qui s'y engagent à un ostracisme douloureux. La grande protection morale et le sentiment de sécurité apportés par les communautés religieuses exigent une adhésion sans faille et un profond sentiment d'abandon pour qui les quitte. D'où le succès récent rencontré par des associations d'incroyants comme le *Sunday Assembly* par exemple.

Néanmoins, **une majorité d'Américains (56%) ne considère plus aujourd'hui que croire en Dieu est « nécessaire » pour être une « personne morale » et avoir de « bonnes valeurs »**³⁰. De manière générale, la société américaine se montre plus ouverte vis à vis de ceux qui n'ont pas de religion, une catégorie de la population pourtant historiquement stigmatisée et considérée avec méfiance aux États-Unis. Depuis que Barack Obama a explicitement mentionné les « non croyants » dans son premier discours d'investiture en janvier 2009 – « nous sommes une nation de chrétiens et de musulmans, de juifs et d'hindous, et de non croyants » - les marques de reconnaissance publique à leur égard se sont multipliées outre-Atlantique.

→ Ce déclin général de la religiosité explique en partie le succès de **candidats victorieux à la présidence soit peu religieux soit paradoxalement peu soutenus par son Église respectivement en 2016 et 2020**. 81% des évangéliques ont voté pour Donald Trump en novembre 2016, plébiscitant un candidat que tout destinait au purgatoire, puisque que marié trois fois, faisant étalage de ses prouesses sexuelles sur différentes radios, ayant failli déposer de l'argent dans l'assiette de communion qu'on lui présentait lors de sa campagne dans l'Iowa... mais qui a su s'entourer de cautions chrétiennes conservatrices (tels les anciens vice-président Mike Pence -catholique converti à l'évangélisme- et secrétaire d'État Mike Pompeo évangélique convaincu...et aux commandes de la politique étrangère américaine de 2018 à 2021) et dont le programme incluait l'abrogation de l'avortement légal aux États-Unis, but ultime de la droite chrétienne depuis 45 ans et justifiant toutes les indulgences envers les travers d'un chef de l'État à même de nommer à vie à la Cour suprême des juges capables de revenir sur l'arrêt *Roe Vs Wade* de 1973.

Pour la première fois depuis JFK, et pour la seconde fois dans l'histoire de ce pays, **les États-Unis ont aujourd'hui un président catholique** en la personne de Joe Biden, et pourtant une grande partie de l'élite catholique du pays ne semble pas s'en réjouir. Plusieurs évêques estiment même que l'Église doit refuser la communion au président en exercice parce qu'il est favorable à l'avortement. Les

²⁹ Un Étatsunien change en Moyenne 3 fois d'obédience religieuse dans sa vie.

³⁰ G. A. Smith, « A Growing Share of Americans Say It's Not Necessary to Believe in God to Be Moral », *Pew Research Center*, 16 octobre 2017.

relations entre Washington et Rome ne prennent pas ombrage de ce désaccord purement américain, et de grandes convergences politiques entre Joe Biden et le pape François sont même envisageables.

→ Finalement, jusqu'à nos jours, les Églises et l'État ne sont pas vraiment séparés par un mur, comme cela peut être le cas en Europe. En raison de l'héritage historique et des grandes traditions du pays, **le religieux n'est pas exclu du politique**. La relation entre les deux est ambiguë et paradoxale. Dans les États-Unis d'aujourd'hui, **pas un candidat au poste le plus modeste n'oserait ridiculiser la religion ou s'aliéner une seule des Églises**.

→ A travers toute l'histoire américaine, la foi religieuse et sa pratique ont été liées à l'apprentissage et à l'exercice de la démocratie. Comme l'a remarqué Max Lerner dans *La civilisation américaine*, Paris, 1957³¹, « **le pluralisme religieux a entraîné avec lui le pluralisme politique**. Il a infusé à la démocratie l'idée que l'individu avait le droit de conduire sa vie intérieure selon ses lumières propres. Et c'est ainsi que les Américains ont pu rester un peuple croyant et tolérant tout à la fois, ce qui ne l'empêche pas de souhaiter ardemment pour chacun le bénéfice des valeurs spirituelles ».

→ Entrée par les programmes

➤ En Histoire :

★ Au Collège, en Quatrième, *Thème 1 Le XVIIIe siècle. Expansions, Lumières et révolutions*, Chapitre 2. L'Europe des Lumières : circulation des idées, despotisme éclairé et contestation de l'absolutisme.

★ Au Lycée : en Seconde, *Thème 3 L'État à l'époque moderne : France et Angleterre*, Chapitre 2. Le modèle britannique et son influence.

Ancien programme de Terminale (question au programme 1 an seulement durant l'année scolaire 2012-2013), *Thème 2 Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours*, Chapitre 3. Religion et société aux États-Unis depuis les années 1890.

★ En HGGSP : en Première, *Thème 2 Analyser les dynamiques des puissances internationales*, Objet de travail conclusif : La puissance des États-Unis aujourd'hui (messianisme) ; *Thème 5 : Analyser les relations entre États et religions*, Axe 2 États et religions : une inégale sécularisation, « États et religions dans la politique intérieure des États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale ».

➤ EMC :

★ Au Collège en cycle 3, travail relatif à la finalité *Acquérir et partager les valeurs de la République* et l'entrée « Connaître les valeurs, principes et symboles de la République française, de l'Union européenne et des sociétés démocratiques », comprendre que la laïcité accorde à chacun un droit égal à exercer librement son jugement et exige le respect de ce droit chez autrui (étude comparée avec la France et la Charte de la laïcité).

★ En cycle 4, le respect d'autrui peut être abordé via la compréhension des « notions de droits et de devoirs des individus dans une société » ; l'étude du principe de laïcité et de l'expression des convictions philosophiques et religieuses peut constituer une bonne entrée.

★ En seconde, objet d'étude possible de l'axe 2 *Garantir les libertés, étendre les libertés : les libertés en débat* « Le pluralisme religieux et la laïcité » afin d'aborder la pluralité des croyances et des expressions du religieux : laïcité et liberté de conscience.

★ En Terminale, traitement possible de l'axe 1 *Fondements et expériences de la démocratie* par le biais de l'entrée « La laïcité : la réduction du pouvoir de la religion sur l'État et la société ; l'autonomie du citoyen et la coexistence des libertés ; la protection de la liberté de croire ou de ne pas croire ».

³¹ Collections de l'Histoire, *L'empire américain*, HS n°7, février 2000 ; Yves-Henri Nouailhat, « Que Dieu sauve l'Amérique ! ».

➔ Éléments de bibliographie

➤ Ouvrages

- ★ FROIDEVAUX-METTERIE Camille, *Politique et religion aux États-Unis*, La Découverte, 2009 ;
- ★ KASPI André, DURPAIRE François, HARTEH Hélène, LHERM Adrien, *La civilisation américaine*, PUF, 2004 ;
- ★ LACORNE Denis, *De la religion en Amérique, essai d'histoire politique*, Gallimard, 2012 ;
- ★ RICHET Isabelle, *La religion aux États-Unis*, « Que sais-je ? », PUF, 2001 ;
- ★ ZOLLER Elisabeth, *La conception américaine de la laïcité*, Dalloz, 2005.

➤ Revue

- ★ *America* n°7, « Il était une foi en Amérique », 2016 ;
- ★ ZUBER Valentine, « La laïcité en France et dans le monde », *La Documentation photographique*, n°8119, septembre-octobre 2017.

➤ Articles

- ★ BARB Amandine, « [Vers la fin de « l'exception » religieuse américaine ?](#) », Sciences Po, 2019 ;
- ★ BEN BARKA Mokhtar, « [La place et le rôle de la droite chrétienne dans l'Amérique de George W. Bush](#) », *Vingtième Siècle*, n° 97, janvier 2008 ;
- ★ GAYTE Marie, "Géopolitique des Etats-Unis. La politique étrangère de Donald Trump au diapason des chrétiens conservateurs ", *Diplomatie* n° 61, avril-mai 2021 ;
- ★ LACORNE Denis, « Idées fausses sur les Etats-Unis », *L'Histoire* n°289, juillet 2004 ;
- ★ LACORNE Denis, « [Une laïcité à l'américaine](#) », *Études*, S.E.R., 2008-2010 ;
- ★ LACORNE Denis, « Dieu contre Darwin », *L'Histoire* n°328, février 2008 ;
- ★ LACORNE Denis, « [Religion et politique aux États-Unis. Entre laïcité et puritanisme](#) », *Esprits* novembre 2012 ;
- ★ LACORNE Denis, « [Les États-Unis : une démocratie laïque, mais une société très religieuse](#) », Sciences Po Centre de recherches internationales, novembre 2016 ;
- ★ LHERM Adrien., « Religion et laïcité aux États-Unis », in [Du modèle américain à la superpuissance](#), Séminaire national, Direction de l'Enseignement scolaire, 2005 ;
- ★ NOUAILHAT Yves-Henri, « Que Dieu sauve l'Amérique ! », *Collections de l'Histoire L'empire américain* HS n°7, février 2000 ;
- ★ LEGROS Martin et ZYSSET Alain, « Pourquoi l'Amérique se prend-elle pour une nation élue ? », *Philosophie magazine*, n°24, novembre 2008.

➤ Sites internet

- ★ [The pew forum on religion & public life](#) – Il s'agit du site de référence sur les phénomènes religieux aux États-Unis (donc en anglais). Une mine de renseignements, de statistiques et de cartes ;
- ★ [Religioscope](#), site sur l'actualité des religions.